

La Nouvelle Europe (partie I)

Défis et perspectives pour les pays membres

Bonjour Europe!

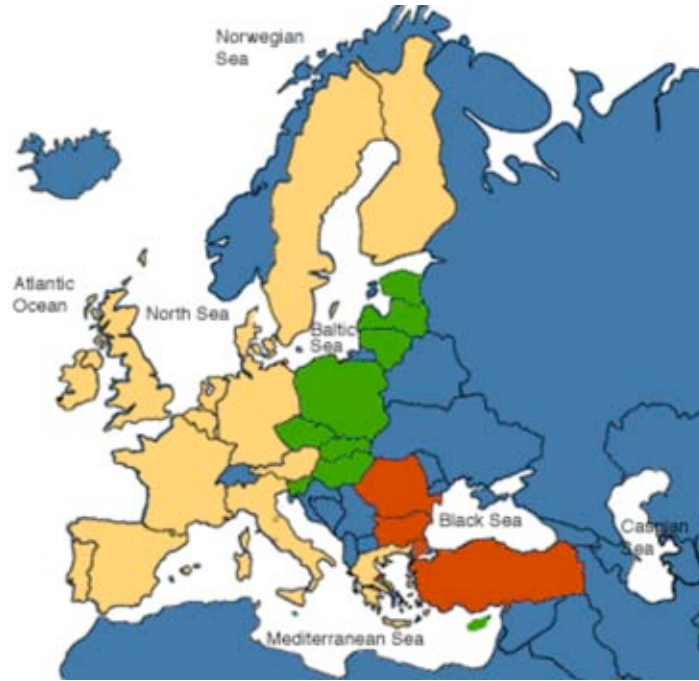
Le premier mai 2004, l'Union Européenne s'est élargie, passant de 15 à 25 pays membres. À cette date, l'U.E. a intégré sept nations qui avaient recouvré liberté et identité après l'effondrement du bloc communiste (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie), une ancienne composante de la Fédération Yougoslave (Slovénie) et deux îles méditerranéennes (Chypre et Malte). Trois ans après cet événement, la Bulgarie et la Roumanie devraient faire de même, tandis que la Turquie, officiellement candidate, devra attendre décembre 2004 pour que s'ouvrent éventuellement des négociations d'adhésion.

Avec ce récent élargissement, la population de l'Union Européenne vient de s'accroître de quelque 75 millions de personnes, pour représenter désormais, avec 455 millions d'habitants, le troisième ensemble de population au monde après la Chine et l'Inde. Elle affiche aujourd'hui un PIB de 9 275 milliards d'euros (environ 15 200 milliards de dollars canadiens) en intégrant le PIB des nouveaux entrants (448 milliards d'euros).

Pour l'Union européenne, l'effet de l'entrée de ces dix pays n'est évidemment pas négligeable, mais encore faut-il relativiser l'importance qui lui a été donnée par certains observateurs, car si les dix nouveaux pays de l'Union représentent 20% de la population, ils ne représentent que 5% du PIB de l'U.E. A titre d'exemple, l'accroissement de population lié à l'élargissement correspond à la population de la seule Allemagne, aussi le PIB des nouveaux entrants pèse à peine le poids de celui des Pays-Bas. La Pologne, avec 38,6 millions d'habitants, est le plus peuplé des nouveaux membres, mais il faut noter que six d'entre eux ont une population de moins de 5 millions d'habitants.

Dans cette chronique, nous proposons une analyse de la situation actuelle de ces pays et des adaptations qui apparaissent nécessaires pour obtenir une harmonisation avec l'actuelle Union ainsi qu'un aperçu des conséquences prévisibles sur les échanges internationaux et les opportunités pour les investisseurs et exportateurs canadiens.

Carte de l'Union européenne



15 Pays de l'UE (avant 2004)
 Pays adhérents (en 2004)

□

- Autriche
- Belgique
- Danemark
- Finlande
- France
- Allemagne
- Grèce
- Irlande
- Italie
- Luxembourg
- Pays-Bas
- Portugal
- Espagne
- Suède
- Royaume-Uni

- Estonie
- Hongrie
- Lettonie
- Lituanie
- Malte
- Pologne
- République tchèque
- Slovaquie
- Slovénie

Nouveaux candidats

- Bulgarie (adhésion en 2007)
- Roumanie (adhésion en 2007)
- Turquie (négociations en cours)

Chiffres clés de l'Union Européenne élargie

	POPULATION (2002 - millions)	PIB par habitant (2002 - Euro)	Coût horaire du travail (2000 - Euro)
Pologne	38,64	9 500	4,48
République Tchèque	10,28	14 400	3,9
Hongrie	10,19	13 600	3,83
Slovaquie	5,40	11 400	3,06
Lituanie	3,48	9 400	2,71
Lettonie	2,36	8 500	2,42
Slovénie	1,99	17 700	8,98
Estonie	1,36	10 000	3,03
Chypre	0,76	17 400	10,74
Malte	0,39	11 700	n.d.
UE à 15 (Total /Moyenne/Moyenne)	380,4	24 010	22,21
UE à 25□ (Total /Moyenne/Moyenne)	454,9	21 910	19,09
USA□ (Total /Moyenne/Moyenne)	285,9	38 000	17,8

Sources □ Eurostat, OCDE

1 dollar canadien = 0,61 Euro

Élargissement et asymétrie

La nouvelle Union représente la promesse d'un gigantesque marché intérieur où les droits de douanes entre voisins seront abolis. Représentant déjà 20% des échanges mondiaux avant l'élargissement, l'Union européenne s'imposera de plus en plus comme un partenaire commercial majeur.

L'avantage de cet élargissement est l'accélération de l'ouverture de nouveaux marchés pour les Européens d'abord, mais aussi pour le reste du monde. Il faut cependant prendre en compte l'important écart, voire l'asymétrie, qui existe entre les quinze anciens membres de l'Union européenne et la plupart des dix nouveaux entrants, sur le plan économique et social, mais également au regard d'autres éléments importants que sont les pratiques d'affaires, la formation des agents économiques ou les réglementations en vigueur. Les disparités sociales, par exemple, sont considérables, à tel point que un Tchèque ou un Polonais gagnent en moyenne 7 fois moins qu'un danois.

Il faudra 20 ans en moyenne pour que les dix nouveaux pays membres de l'UE atteignent le niveau économique des membres actuels. D'ailleurs, 13 ans après la chute

du mur de Berlin, l'Allemagne connaît encore des difficultés liées à l'intégration de l'ex République démocratique allemande. En effet, le coût de la mise à niveau de la partie orientale du pays est très élevé, tant sur le plan économique que sur le plan social. Les investissements gigantesques qui ont été nécessaires pour moderniser les infrastructures et le tissu industriel de l'ex R.D.A. ont fortement affaibli une Allemagne de l'ouest auparavant florissante. La population active de l'ancienne R.D.A. n'était généralement pas préparée à l'économie de marché. Ce pays dont la gestion était étatique formait de nombreux scientifiques, fonctionnaires et militaires mais pas de commerçants ni de gestionnaires. Les entreprises se développaient en fonction des décisions d'un plan centralisé au niveau de l'état et non en fonction de leurs performances sur un marché ouvert et compétitif. Ce phénomène est également observable, avec une ampleur plus ou moins grande, dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale qui ont rejoint l'Union européenne en mai 2004, bien que les économies de ces anciens pays du bloc communiste aient connu une mutation sans précédent depuis le début des années 1990.

Une Europe à deux vitesses

L'entrée dans l'Union de pays considérés comme "pauvres" selon les standards européens va dans un premier temps accroître les disparités en Europe et nécessitera la mise en place de transferts financiers importants pour atténuer ces écarts et financer la mise à niveau des infrastructures. Cependant, les quinze anciens membres de l'U.E., dont la croissance a déjà été faible au cours des dernières années, ne sont pas prêts à dépenser plus pour l'Europe.

Aussi, la lente transposition des règles européennes et la multiplication des dérogations et des périodes de transition risquent de favoriser l'émergence d'une Europe à plusieurs vitesses qui existe déjà à l'heure actuelle dans la zone Euro.

En ce qui concerne l'adoption de la monnaie unique par les nouveaux membres (l'euro), celle-ci devrait être très progressive, certains pays prenant de l'avance pour aller vers une plus grande intégration, quitte à être rejoints petit à petit par d'autres. Les dix nouveaux devront participer à un Système monétaire européen "bis" pendant deux ans, et remplir les critères du traité de Maastricht, qui consistent en premier lieu en une drastique réduction des déficits publics, avant d'appartenir vraiment à la zone euro. Pour l'instant, les plus petits pays semblent plus impatients d'intégrer la zone euro que les grands.

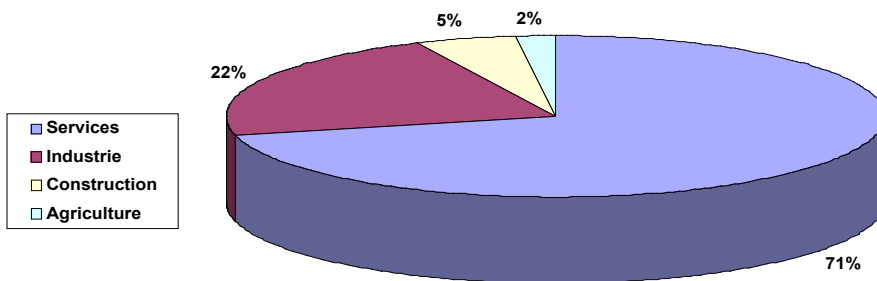
Selon la plupart des experts, les nouveaux membres les mieux préparés devraient rejoindre la zone euro au plus tôt en 2007. A titre d'exemple, la République tchèque qui s'apparente à un bon élève, s'est engagée à résorber ses déficits au cours de la présente décennie et n'envisage pas d'adopter l'euro avant 2009. De toutes façons, l'entrée trop précoce dans le mécanisme de change européen, contraindrait sévèrement les fluctuations des devises nationales et serait de nature à bouleverser des économies encore fragiles. Pour réduire leur inflation et leur déficit public ces pays n'auraient d'autres choix que d'augmenter leurs taux d'intérêt, de tailler dans leurs dépenses au

risque de brider leur croissance et d'aggraver un chômage endémique qui dans le cas de la Pologne et de la Slovaquie dépasse 15% de la population active. A ce jour, les critères financiers pour accéder à la zone euro sont loin d'être atteints chez la plupart des nouveaux membres, l'inflation dans ces dix pays étant très supérieure à celle des quinze et les déficits publics atteignant parfois le double de la limite fixée par le pacte de stabilité à 3%.

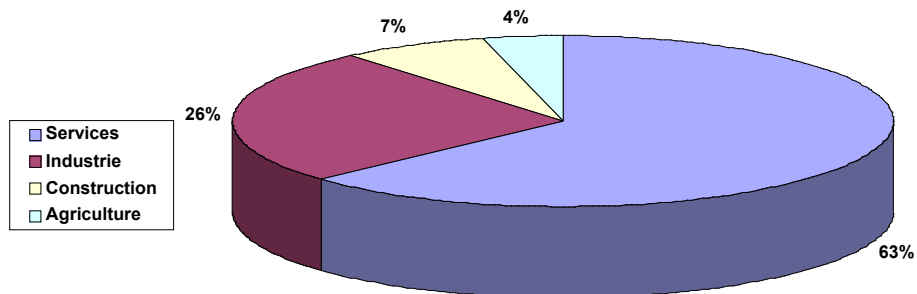
En dépit des efforts déjà accomplis, les nouveaux états membres ne sont pas au bout de leurs peines. Ils devront appliquer réellement la législation européenne, continuer de restructurer leurs industries et leur agriculture, faire face à la concurrence impitoyable du marché unique, enfin accepter que les décisions les plus importantes soient prises en commun à Bruxelles.

La structure des économies des dix nouveaux membres est généralement différente de celle des quinze anciens membres. Dans les anciens pays communistes qui composent la majorité de ces nouveaux entrants, le poids de l'état reste très fort et la production de richesse se répartit de manière sensiblement différente de celle des anciens membres, avec un poids plus fort des secteurs primaire (agriculture et mines) et secondaire (industrie lourde), au détriment du secteur tertiaire (services). Le secteur des services, qui représentait en 2001 71% de la production de richesses dans les quinze anciens états membres, ne comptait que pour 63% chez les dix nouveaux entrants.

Répartition de la production dans l'UE à 15 (2001)



**Répartition de la production
dans les nouveaux pays adhérents à l'UE (2001)**



Climat des affaires et compétitivité à l'ordre du jour

En ce qui a trait aux pratiques d'affaires en vigueur en Amérique du Nord et en Europe de l'ouest, la plupart des nouveaux entrants européens présentent des différences notables. Le passage d'une économie socialiste à une économie libérale s'est réalisé sur une très courte période, entraînant des phénomènes similaires à ceux qu'on a pu observer dans l'ex U.R.S.S. La corruption est un mal endémique dans des pays où les fonctionnaires sont mal payés, et des mafias sont puissantes, notamment en Pologne et en Lituanie. La Pologne a d'ailleurs été invitée à plusieurs reprises par l'U.E. à mettre fin à la corruption rampante et également à réformer ses lois sur l'environnement et la justice.

Le 13 juin 2004, soit un peu plus d'un mois après l'élargissement de l'Union européenne, des élections étaient tenues dans les 25 pays pour renouveler la chambre des députés européens, élections qui pour la première fois concernaient les nouveaux entrants. Le taux d'abstention avoisinait 50% dans la plupart des anciens pays alors qu'ils étaient très supérieurs dans les nouveaux pays membres (presque 80% en Pologne et en Lituanie). Le projet de la Nouvelle Europe est souvent considéré comme la préoccupation des élites et ne concerne pas beaucoup le commun des mortels.

On doit cependant souligner que si les écarts entre la vieille Europe et la nouvelle Europe sont bien réels, il existe des secteurs pour lesquels certains des nouveaux membres n'ont pas à rougir. Dans un premier temps, les chiffres de la croissance chez les nouveaux membres, surtout ceux appartenant précédemment au bloc communiste, sont très supérieurs à ceux enregistrés dans l'Union à 15, et particulièrement dans la zone euro. En 2003, si on fait exception de la République tchèque et de la Slovénie qui ont enregistré des taux de croissance modérés de leur PIB, tous les nouveaux membres ont dépassé 3% de croissance. La Hongrie a atteint 3% de croissance de son P.I.B., la

Pologne 3,5% et la Slovaquie 4%. Dans les petits états baltes, les chiffres ont été plus spectaculaires encore, avec par exemple 6,5% de croissance pour la Lituanie. Au même moment, la zone euro connaissait une croissance très faible de 0,5 %.

Pour de nombreux observateurs européens, les nouveaux membres, Chypre et la Slovénie mis à part, sont présentés très souvent comme très en retard par rapport aux quinze, mais il apparaît qu'ils sont plus compétitifs qu'on ne le croit dans certains secteurs. Certains obtiennent déjà de meilleures performances en termes de compétitivité que les quatre «anciens» moins performants (Grèce, Espagne, Portugal et Italie). Ils sont aussi plus performants que certains des quinze dans des domaines spécifiques tels que la recherche et développement, les infrastructures (par rapport à l'Irlande) ou la flexibilité du travail (par rapport à l'Allemagne). Il faut aussi ajouter que plusieurs de ces nouveaux membres ont multiplié leurs réformes depuis dix ans pour rattraper le terrain perdu. L'Estonie par exemple a dépassé la moyenne des quinze pour ce qui touche à l'accès aux technologies de l'information et au climat des affaires.